

LOI n° 72-850 du 21 décembre 1972, portant approbation de l'amendement de l'article 6 du statut de l'Agence internationale pour l'Energie atomique, adopté à Vienne en septembre 1970.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. — Est approuvé l'amendement de l'article 6 du statut de l'Agence internationale pour l'Energie atomique, adopté à Vienne en septembre 1970.

Art. 2. — Le Président de la République est autorisé à ratifier l'amendement visé à l'article premier ci-dessus.

Art. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 21 décembre 1972.

Félix HOUPOUET-BOIGNY.

ANNEXE

à la loi n° 72-850 du 21 décembre 1972, portant approbation de l'amendement de l'article 6 du statut de l'Agence internationale pour l'Energie atomique, adopté à Vienne en septembre 1970

AMENDEMENT DE L'ARTICLE 6 DU STATUT

La conférence générale

a) Rappelant les résolutions GC (XII) RES. 241 et GC (XIII) RES. 261 dans lesquelles elle priait le Conseil des gouverneurs de revoir l'article 6 du statut et de poursuivre cet examen en tant que question urgente ;

b) Notant que le comité plénier spécial chargé d'examiner l'article 6 du statut, créé par le Conseil à sa série de réunion de février 1969, a fourni à tous les membres de l'Agence la possibilité de participer aux discussions qui ont eu lieu au cours de 11 réunions de ce comité ;

c) Notant également que le conseil a aussi étudié ce même problème au cours de neuf séances ;

d) Ayant examiné les propositions d'amendement de l'article 6 reproduites dans la partie A du document GC (XIV) 437, qui contient les observations du conseil présentées conformément à l'alinéa d) du paragraphe C de l'article 18 du statut.

1. Approuve l'amendement suivant aux paragraphes A, B, C, et D de l'article 6 du statut :

a) Remplacer les alinéas A 1 à A 3 par le texte suivant :

1. Le Conseil des gouverneurs sortant désigne comme membres du Conseil les neuf membres de l'Agence les plus avancés dans le domaine de la technologie de l'énergie atomique, y compris la production de matières brutes, dans chacune des régions suivantes ou n'est situé aucun des neuf membres visés ci-dessus :

- 1° Amérique du Nord ;
- 2° Amérique latine ;
- 3° Europe occidentale ;
- 4° Europe orientale ;
- 5° Afrique ;
- 6° Moyen-Orient et Asie du Sud ;
- 7° Asie du Sud-Est et Pacifique ;
- 8° Extrême-Orient.

2. La conférence générale élit au Conseil des gouverneurs :

a) Vingt membres de l'Agence, en tenant dûment compte d'une représentation équitable, au Conseil dans son ensemble, des membres des régions mentionnées à l'alinéa A 1 du présent article, de manière que le Conseil comprenne en tout temps dans cette catégorie cinq représentants de la région « Amérique latine », quatre représentants de la région « Europe occidentale », trois représentants de la région « Europe orientale », quatre représentants de la région « Afrique », deux représentants de la région « Moyen-Orient et Asie du Sud », un représentant de la région « Extrême-Orient », être réélu dans cette catégorie pour un nouveau mandat ;

b) Un autre membre parmi les membres des régions suivantes :
Moyen-Orient et Asie du Sud ;
Asie du Sud-Est et Pacifique ;
Extrême-Orient.

c) Un autre membre parmi les membres des régions suivantes :
Afrique ;
Moyen-Orient et Asie du Sud ;
Asie du Sud-Est et Pacifique.

b) Au paragraphe B :

i) Première phrase, remplacer « alinéas A 1 et A 2 » par alinéa A 1 ;

ii) Deuxième phrase, remplacer « alinéa A 3 » par « alinéa A 2 » ;

c) Au paragraphe C, remplacer « alinéas A 1 et A 2 » par « alinéa A 1 » ;

d) Au paragraphe D, remplacer « alinéa A 3 » par « alinéa A 2 » et supprimer la deuxième phrase.

2. Invite instamment tous les membres de l'Agence à accepter le plus tôt possible cet amendement conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, comme le prévoit l'alinéa C ii) de l'article 18 du statut ;

3. Prie le directeur général de faire rapport à la quinzième session ordinaire de la conférence générale sur les progrès réalisés vers l'entrée en vigueur de l'amendement.

LOI n° 72-852 du 21 décembre 1972, portant modification du Code de la Nationalité ivoirienne.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. — Les dispositions de la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961, portant Code de la Nationalité ivoirienne, sont modifiées ou complétées ainsi qu'il suit :

Art. 2. — La majorité, au sens du présent code, est celle fixée par la loi civile ivoirienne.

Art. 6. — Est ivoirien :

1° L'enfant légitime ou légitimé, né en Côte d'Ivoire, sauf si ses deux parents sont étrangers ;

2° L'enfant né hors mariage, en Côte d'Ivoire, sauf si sa filiation est légalement établie à l'égard de ses deux parents étrangers, ou d'un seul parent, également étranger.

Art. 7. — Est ivoirien :

1° L'enfant légitime ou légitimé, né à l'étranger d'un parent ivoirien ;

2° L'enfant né hors mariage, à l'étranger, dont la filiation est légalement établie à l'égard d'un parent ivoirien.

Art. 9. — La naissance ou la filiation ne produit effet en matière d'attribution de la nationalité ivoirienne que si elle est établie dans les conditions déterminées par la loi civile ivoirienne.

Art. 10. — Abrogé.

Art. 11. — L'enfant qui a fait l'objet d'une adoption acquiert la nationalité ivoirienne si l'un au moins des adoptants est de nationalité ivoirienne.

Art. 12. — Sous réserve des dispositions des articles 13, 14 et 40, la femme étrangère qui épouse un ivoirien acquiert la nationalité ivoirienne au moment de la célébration du mariage.

SECTION 2 DU TITRE III

Articles 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23, abrogés.

Art. 28. — Le « 4° » est abrogé.

Art. 30. — Le mineur âgé de dix-huit ans peut demander sa naturalisation sans aucune autorisation.

Le mineur âgé de moins de dix-huit ans qui peut invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 28 doit, pour demander sa naturalisation, être autorisé ou représenté dans les conditions ci-après déterminées.

S'il est âgé de seize ans mais n'a pas encore atteint l'âge de dix-huit ans, l'autorisation est donnée par celui de ses père et mère qui a l'exercice de la puissance paternelle, ou, à défaut, par son tuteur après avis conforme du conseil de famille.

S'il est âgé de moins de seize ans, le mineur est représenté par la personne visée à l'alinéa précédent, à condition toutefois que ce représentant légal, s'il est étranger, ait lui-même depuis au moins cinq années sa résidence habituelle en Côte d'Ivoire.

Art. 45. — Devient de plein droit ivoirien, au même titre que ses parents, à condition que la filiation soit établie conformément à la loi ivoirienne :

1° L'enfant mineur, légitime ou légitimé, dont le père ou la mère si elle est veuve, acquiert la nationalité ivoirienne ;

2° L'enfant mineur, né hors mariage, dont celui des parents qui exerce la puissance paternelle dans les conditions fixées par l'article 9 de la loi sur la minorité, acquiert la nationalité ivoirienne.

Art. 47. — Le « 4° » est abrogé.

Art. 49. — L'ivoirien, même mineur, qui par l'effet d'une loi étrangère, possède de plein droit une double nationalité, peut être autorisé par décret à perdre la qualité d'ivoirien.

Le mineur doit, le cas échéant, être autorisé ou représenté dans les conditions prévues à l'article 30.

TITRE V

CHAPITRE PREMIER

Des déclarations de nationalité et de leur enregistrement

Art. 57. — Toute déclaration en vue :

1° De décliner la Nationalité ivoirienne ;

2° De répudier la Nationalité ivoirienne dans les cas prévus par la loi, est souscrite devant le président du tribunal de première instance, ou un magistrat délégué, ou le juge de la section de tribunal du ressort dans lequel le déclarant à sa résidence.

Art. 61. — Abrogé.

Art. 62. — Si à l'expiration du délai de six mois après la date à laquelle la déclaration a été souscrite, il n'est pas intervenu une décision de refus d'enregistrement, le ministre de la Justice doit remettre au déclarant, sur sa demande, copie de la déclaration avec mention de l'enregistrement effectué.

Art. 77. — La juridiction civile de droit commun est seule compétente pour connaître des contestations sur la nationalité.

Art. 78. — L'exception de nationalité ivoirienne et l'exception d'extranéité sont d'ordre public ; elles doivent être soulevées d'office par le juge.

Elles constituent devant toute autre juridiction que la juridiction civile de droit commun une question préjudicielle qui oblige le juge à surseoir à statuer jusqu'à ce que la question ait été tranchée selon la procédure réglée par les articles 86 et suivants du présent code.

Art. 80. — L'action intentée par la voie principale est portée devant la juridiction du lieu de naissance de celui dont la nationalité est en cause, ou, s'il n'est pas né en Côte d'Ivoire, devant le tribunal de première instance d'Abidjan.

Il ne peut être dérogé à cette règle de compétence qui doit être soulevée d'office par le juge.

Art. 81. — La juridiction compétente à l'article précédent est saisie par la voie ordinaire.

Art. 82. — Tout individu peut intenter devant la juridiction compétente une action dont l'objet principal et direct est de faire juger qu'il a ou qu'il n'a pas de nationalité ivoirienne. Le procureur de la République a seul qualité pour défendre à l'action, sans préjudice du droit d'intervention des tiers intéressés.

Art. 85. — Lorsque l'Etat est partie principale devant la juridiction civile où une question de nationalité est posée à titre incident, il ne peut être présenté que par le procureur de la République, en ce qui concerne la contestation sur la nationalité.

Art. 90. — Abrogé.

Art. 93. — Lorsque la Nationalité ivoirienne est attribuée ou acquise autrement que par naturalisation ou réintégration, la preuve ne peut être faite qu'en établissant l'existence de toutes les conditions requises par la loi.

Art. 97. — Le président du tribunal de première instance, un magistrat délégué ou le juge de la section de tribunal ont seuls qualité pour délivrer un certificat de nationalité à toute personne justifiant qu'elle a cette qualité.

Art. 99. — Pendant le délai imparti au Gouvernement, par l'article 14 pour s'opposer à l'acquisition de la Nationalité ivoirienne par la femme étrangère qui épouse un ivoirien, un certificat provisoire de nationalité peut être délivré par le juge compétent.

Art. 100. — Lorsque le juge compétent refuse de délivrer un certificat de nationalité, l'intéressé peut saisir le ministre de la Justice qui décide, s'il y a lieu, de procéder à cette délivrance.

Art. 103. — Abrogé.

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 21 décembre 1972.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.